

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1912.

Proposition de loi modifiant et complétant l'article 1153 du Code civil (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MABILLE,

MESSIEURS,

Il importe de déterminer exactement l'objet de la proposition de loi.

Tout créancier a le droit de contraindre son débiteur à l'exécution effective de son obligation, mais :

1° Il se peut qu'au terme prévu par la convention, le débiteur n'accomplisse pas la prestation dont il est tenu. Ce retard ne devient une faute, autorisant le créancier à réclamer des dommages et intérêts, que si celui-ci a manifesté sa volonté d'user rigoureusement de son droit. C'est la mise en demeure. Elle a lieu par une sommation ou par un acte équivalent (art. 1139).

Tout retard du débiteur mis en demeure — *in morá* — est désormais inexcusable : il est en faute s'il n'acquitte pas l'obligation, et le créancier a le droit de réclamer la réparation complète du préjudice qui résulte pour lui de ce retard, l'obligation fût-elle même exécutée dans la suite.

Ce sont les dommages et intérêts *moratoires* : leur détermination se fait comme le prescrivent les articles 1150 et 1151, en tenant compte de la bonne ou de la mauvaise foi du débiteur ;

2° Il peut arriver, d'autre part, que l'obligation ait été mal exécutée ; ou qu'elle reste définitivement inexécutée, soit parce que le débiteur refuse d'intervenir personnellement dans l'accomplissement d'une obligation dont l'exécution effective exige son concours, soit parce que le débiteur a rendu cette exécution impossible, soit enfin parce que l'obligation ne pouvait être utilement accomplie pour le créancier que pendant un certain temps que le débiteur a laissé passer. Dans

(1) Proposition de loi, n° 93, session de 1909-1910.

(2) La Commission était composée de MM. Nerinx, président, de Ghellinck d'Elseghem, Antoine Delporte, Destrée, Gillès de Pelichy, Mabilie et Wauwermans.

ces cas, le débiteur en faute doit la réparation du préjudice causé par la mauvaise exécution ou par l'inexécution définitive.

Ces dommages et intérêts, qui prennent la place de l'obligation primitive et qui sont une compensation offerte au créancier, sont les dommages et intérêts *compensatoires*, à fixer conformément aux articles 1150 et 1151.

*
* *

Tels sont les principes du droit commun, applicables aux obligations en général, auxquels l'article 1153 apporte certaines dérogations relatives aux obligations de sommes d'argent.

Il est ainsi conçu : « Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi, sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

» Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

» Ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit ».

*
* *

Trois choses, dans ce texte, appellent l'attention.

I. — L'article 1153 n'est relatif qu'aux dommages et intérêts « *résultant du retard* dans l'exécution » des obligations de sommes d'argent.

Il est donc étranger aux dommages et intérêts *résultant de l'inexécution* de ces obligations.

Des auteurs de grande autorité ont justifié cette restriction en disant que c'est à bon droit que l'article ne vise, ici, que l'hypothèse des dommages et intérêts moratoires, car il ne peut être question, à propos de ces obligations, de dommages et intérêts compensatoires. En effet, disent-ils, ces dommages et intérêts consistent dans la transformation de l'obligation primitive en une obligation de somme d'argent, « or, cette transformation suppose nécessairement que » l'obligation à transformer n'a pas elle-même pour objet une somme d'argent ; » autrement, la transformation est toute faite, ou, pour mieux dire, elle est » impossible » (Baudry-Lacantinerie, II, n° 897) : Il ne peut donc s'agir que de dommages et intérêts pour retard.

Cette explication ne semble pas satisfaisante. Il est inexact de dire que les dommages et intérêts pour inexécution ne sont que l'équivalence pécuniaire de l'obligation primitive : ils sont la représentation du préjudice que l'inexécution cause au créancier, dans les cas — exceptionnels, il est vrai — où l'obligation primitive ne peut plus être utilement accomplie.

Si donc l'article 1153 ne fait allusion, relativement aux obligations de sommes d'argent, qu'aux dommages et intérêts qui peuvent être dus pour retard, ce n'est pas parce que, à leur propos, il ne peut être question de dommages et intérêts pour inexécution, mais c'est parce que le législateur a entendu laisser l'évaluation de ces dommages et intérêts compensatoires à l'application des règles du droit commun, formulées dans les articles 1150 et 1151.

Par conséquent, s'il s'agit, pour le créancier, de s'indemniser, non du retard apporté dans le paiement d'une somme qui peut toujours être utilement acquittée, quoique tardivement, mais de l'inexécution d'une obligation de somme dont le paiement serait désormais pour lui sans utilité, parce qu'elle devait être payée en vue d'une opération indiquée, désormais impossible, — il lui sera permis de réclamer la réparation de tout le préjudice qu'il prouvera avoir souffert, sans qu'on puisse lui opposer la limitation de l'article 1153.

II. — L'article 1153 décide ensuite que les dommages-intérêts, pour retard dans les obligations de sommes, seront dus *sans que le créancier doive justifier d'aucun préjudice* : le débiteur devra toujours être condamné aux intérêts légaux, — mais la réparation ne consistera jamais que dans la condamnation à ces intérêts. C'est donc un forfait que la loi établit : le créancier a toujours droit aux intérêts légaux, n'eût-il subi aucun préjudice — mais il n'a jamais droit qu'à ces intérêts, eût-il souffert un préjudice plus considérable.

III. — Enfin, l'article 1153 déroge à l'article 1159 en statuant que, dans les obligations de sommes, *la sommation est insuffisante pour faire courir les intérêts* : ils ne sont dus que du jour de la demande en justice.

* * *

La proposition de MM. Janson et Mechelynck ne vise, comme l'article 1153, que la réparation du préjudice résultant du retard dans l'exécution des obligations d'une somme d'argent, les dommages et intérêts *moratoires* ; mais elle apporte deux modifications à cet article :

1° Désormais la mise en demeure, qui ne peut résulter aujourd'hui que d'une demande en justice, pourrait avoir lieu par une simple sommation.

2° Tout en laissant subsister la disposition forfaitaire qui, dans tous les cas, alloue au créancier les intérêts légaux de la somme due (4 1/2 ou 5 1/2 p. c.), sans qu'il doive justifier d'aucun préjudice, la proposition de loi autorise les juges à accorder parfois, au créancier, une somme supérieure à ces intérêts : le forfait serait maintenu comme minimum, il serait supprimé comme maximum.

I. — DE LA SUBSTITUTION DE LA SOMMATION A LA DEMANDE EN JUSTICE.

Votre commission estime que cette modification doit être adoptée. La dérogation que l'article 1153 apporte, sur ce point, au droit commun, ne trouve aucune justification sérieuse. On a dit que la demande en justice manifestait, plus énergiquement, la volonté du créancier d'exiger l'exécution stricte et ponctuelle de l'obligation. Mais cette volonté n'apparaît-elle pas suffisamment par une sommation, c'est-à-dire par l'acte d'un officier ministériel ? Et pourquoi imposer au créancier, qui s'en effraiera peut-être, la nécessité d'entamer un procès ?

D'ailleurs, pourquoi se montrer plus rigoureux dans l'exécution des obligations de sommes d'argent que dans celle de toutes autres obligations.

Les auteurs du Code civil ont, du reste, énervé la force du principe qu'ils établissaient, par les nombreuses exceptions qu'ils y ont apportées. Dans certains

cas la *simple sommation* suffit pour faire courir les intérêts moratoires (art. 474, al. 2; 1652, al. 4, 1); d'autres fois, ces intérêts courent de plein droit sans même qu'une sommation soit requise (art. 455, 456, 474, al. 2; 856, 1440, 1548, 1473, 1570, 1652, al. 3; 1846, 1896, 2001).

II. — DE L'ALLOCATION DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS DÉPASSANT LES INTÉRÊTS LÉGAUX.

Quelle est la raison qui a fait inscrire, dans le Code civil, le forfait rigoureux de l'article 1153 ?

L'exposé des motifs du Code se borne à dire que, dans le cas où l'obligation a pour objet le paiement d'une somme d'argent « on présume toujours que la perte » essuyée par le créancier et le bénéfice dont il est privé sont compensés par les » intérêts tels que les tribunaux les adjugent conformément à la loi ». En réalité, c'était la reproduction du système ancien que Pothier justifiait ainsi, dans son clair langage : « Comme les différents dommages et intérêts qui peuvent résulter » du retard de l'accomplissement de cette espèce d'obligation, varient à l'infini, et » qu'il est aussi difficile de les prévoir que de les justifier, il a été nécessaire de » les régler, comme par une espèce de forfait, à quelque chose de fixe. C'est ce » que l'on a fait en les fixant aux intérêts de la somme due, au taux de l'ordon- » nance. Ces intérêts commencent à courir contre le débiteur, du jour qu'il a été » mis en demeure jusqu'au paiement, parce qu'ils sont le prix commun du profit » légitime que le créancier aurait pu retirer de la somme qui lui était due, si elle » lui avait été payée. »

En effet, l'évaluation du dommage, causé par le retard, eût été souvent impossible, puisqu'il n'est pas certain que la somme eût été immédiatement employée, et que, d'autre part, les sommes d'argent peuvent être employées plus ou moins fructueusement par ceux qui les possèdent. La loi a donc présumé que le créancier, s'il eût touché la somme due, eût agi en bon père de famille, et l'eût placée à l'intérêt légal. L'article 1153 ne lui octroie donc que cet intérêt pour réparer le préjudice que lui cause ce retard, mais il le lui accorde toujours. Il n'y a là rien d'absolument arbitraire : « Si le créancier avait réellement besoin d'avoir » immédiatement cette somme à sa disposition, il pouvait se la procurer en » empruntant à un tiers au taux légal, et par conséquent le préjudice qui résulte » pour lui du défaut de paiement est justement égal à ce taux. » (Planiol, II, n° 268.)

Les auteurs de la proposition estiment que ces raisons n'ont plus conservé aujourd'hui toute leur valeur et que l'espèce de présomption sur laquelle repose le forfait de l'article 1153 n'est plus conforme à la réalité : « L'intensité des » affaires, disent-ils, la circulation rapide des capitaux, les conséquences graves » que peut avoir, pour un créancier, l'absence, au jour convenu, des capitaux » qui lui sont dus, élèvent bien souvent le dommage subi au-dessus de l'intérêt » légal. »

Précisons bien la question.

a) D'abord remarquons — cela a été établi plus haut — que l'article 1153 ne

fait pas obstacle à ce que le créancier, même d'une somme d'argent, puisse réclamer des intérêts compensatoires. Dès lors, cette possibilité lui donne satisfaction toutes les fois qu'il se plaint du préjudice — peut-être considérable — *que lui cause la mauvaise exécution ou l'inexécution définitive* d'une obligation que ne peut plus être utilement accomplie.

b) Puis il faut noter que, parfois, à propos d'une obligation de somme, un débiteur peut se rendre coupable d'un véritable quasi-délit, *totalelement étranger à l'exécution de l'obligation*, constituant la faute aquilienne de l'article 1382. De ce chef, la personne lésée peut, incontestablement, demander — sans aucune mise en demeure — une réparation, indépendamment des dommages et intérêts qu'il peut exiger à raison de la faute contractuelle commise par le débiteur, en ne payant pas le créancier qui l'a mis en demeure.

Tel serait le cas d'un héritier légal qui aurait cédé un testament de son auteur et qui aurait, par ce fait, empêché pendant un certain temps le légataire de réclamer la somme qui lui était léguée. On a jugé, avec raison, que le légataire pouvait prétendre à autre chose qu'à des intérêts légaux. (Cour d'appel de Brux., 11 mai 1859.)

Dans ce cas encore, le créancier trouve donc, actuellement, dans l'application des principes du droit commun, le moyen d'obtenir la réparation intégrale du préjudice qu'il a souffert.

c) Mais la jurisprudence est allée plus loin. Il est des espèces, spécialement favorables au créancier, où les tribunaux, sous l'impression que la réparation forfaitaire de l'article 1153 était manifestamment insuffisante, dans tels cas donnés, pour dédommager le créancier de l'exécution tardive de l'obligation, et en vue de lui accorder un plus ample dédommagement qu'ils jugeaient équitable, ont été amenés à octroyer des dommages et intérêts spéciaux.

En réalité, il s'agissait bien, dans ces diverses espèces, du préjudice résultant d'un paiement longtemps différé; mais comme on rencontrait, dans les éléments de la cause, des contestations, évidemment mal fondées, suscitées par le débiteur, des procédés vexatoires, des chicanes soulevées par lui pour retarder le paiement; on crut pouvoir distinguer là un préjudice distinct, découlant d'une cause autre que le retard, se rattachant à des faits blâmables du débiteur présentant le caractère du quasi-délit. S'autorisant alors de l'article 1382, ces tribunaux allouèrent au créancier, outre les intérêts moratoires, une réparation supplémentaire à raison des procédés injusticiables du débiteur.

À bien considérer les choses, sincèrement, sans préoccupation d'un but équitable à atteindre, on peut se demander si ce système de la jurisprudence est juridique et s'il n'a pas plutôt le caractère d'un expédient permettant de corriger la rigueur de l'article 1153.

On soustrait donc à l'application de cet article les cas où les agissements dolosifs du débiteur constituent une faute conditionnelle; on voit alors dans ces faits un quasi-délit indépendant du contrat; « et l'on se trouve ainsi, dit-on, en » présence de deux causes de dommages et intérêts, l'une provenant du simple » retard, l'autre de la résistance calculée et sans excuse du débiteur » (Rapp. de M. Labiche au Sénat français, 1899, p. 389), la première prévue par l'article 1153, la seconde par l'article 1382.

Mais cette distinction est-elle fondée en droit?

Pour être dolosifs, les agissements que l'on invoque ne se rattachent-ils pas cependant à une obligation, dont ils ont retardé l'exécution? Le simple retard, après une mise en demeure, est une faute et la résistance calculée du débiteur ne fait qu'en augmenter la gravité; mais elle ne constitue pas une cause distincte de dommages, ayant le caractère d'un quasi-délit : il ne faut pas confondre la faute contractuelle avec la faute délictuelle, c'est-à-dire la faute aquilienne.

Le quasi-délit suppose des personnes étrangères l'une à l'autre, entre lesquelles n'existe aucun lien conventionnel; et l'article 1382 décide que la moindre lésion du droit de l'un, par la moindre faute de l'autre, donne lieu à réparation au profit du premier : c'est la faute aquilienne.

On ne peut donc considérer comme un délit ou un quasi-délit les faits, même dolosifs, accomplis par un contractant vis-à-vis de l'autre, dans l'exécution de son obligation : c'est toujours la faute contractuelle. Le nier serait perdre de vue que les articles 1150 et 1151 prévoient eux-mêmes que le débiteur, passible de dommages et intérêts, peut être de bonne ou de mauvaise foi, et décident que la manière de fixer le montant de la réparation varie selon que le débiteur a été de bonne foi ou qu'il y a eu dol de sa part. L'inexécution de la convention résultant du dol du débiteur n'en est donc pas moins une faute contractuelle.

*
* *

Mais cette préoccupation des juges d'assurer, par une voie détournée, au créancier, victime du retard douloureux du débiteur, un dédommagement plus intégral que celui que lui accorde l'article 1153 par les intérêts légaux, ne prouve-t-elle pas qu'il y peut y avoir, dans l'article 1153, une injustice latente, et que les auteurs du Code eurent tort de s'en tenir, dans tous les cas, à un inflexible forfait?

Et, dès lors, apparaît la justification d'une modification de l'article 1153, qui permettrait au juge, en cas de retard dans l'exécution de l'obligation, de tenir compte des résistances calculées révélant la mauvaise foi du débiteur. La loi le lui impose, dans les articles 1150 et 1151, quand il s'agit d'obligations autres que celles de sommes d'argent, pourquoi le lui défendre dans les obligations de sommes? La difficulté alléguée de la preuve, incombant au créancier, ne doit pas lui interdire de la tenter.

Dans ces termes, il a paru à votre commission que la proposition de MM. Janson et Meehelynck pourrait être utilement adoptée, dans un texte complétant ainsi l'article 1153 : « Néanmoins s'il est justifié que la condamnation aux intérêts » légaux est insuffisante pour réparer le préjudice résultant du retard, les juges » pourront, *en cas de dol du débiteur*, allouer des dommages et intérêts dépassant les intérêts légaux ».

Cette rédaction mettrait le texte nouveau en rapport avec l'article 1151 et donnerait une satisfaction désirable aux créanciers de sommes, parfois considérables, qui ont compté sur l'accomplissement ponctuel des engagements pris vis-à-vis d'eux, et qui subissent, par le fait d'un débiteur malintentionné, un préjudice qui est « une suite directe et immédiate de l'inexécution de l'obligation » (art. 1151). Par quelle faveur, pour ce débiteur usant de dol — ainsi que s'exprime ce même

article — empêcherait-on le créancier de prouver le préjudice qu'il a réellement souffert et d'en demander la réparation ?

La loi française du 7 avril 1900 a poursuivi le même résultat, en des termes différents.

*
* * *

Mais convient-il d'aller plus loin et d'admettre que les juges aient *toujours* la faculté d'allouer des dommages et intérêts dépassant les intérêts légaux, quelle que soit la cause du retard, en l'absence de tout dol du débiteur, dès « qu'il est » justifié que la condamnation aux intérêts légaux n'est pas suffisante », selon la formule de la proposition de loi ?

Il a paru à votre commission que ce serait se montrer bien rigoureux envers un débiteur, à qui l'on peut évidemment imputer à faute de n'avoir pas exactement rempli ses engagements après avoir été sommé de le faire, mais à qui l'on ne peut cependant reprocher que sa négligence. Ne serait-ce pas la lui faire expier trop chèrement que de l'obliger à réparer le préjudice occasionnel que le retard de paiement a causé au créancier, préjudice qui, strictement, découle du non-paiement à la date prescrite, mais sans que le débiteur ait pu se rendre compte de l'emploi exceptionnel que le créancier pouvait faire de son argent ? Les conséquences d'un tel système pourraient être, pour le débiteur, un désastre inattendu, surtout pour le petit débiteur qui, lui-même, compte souvent, pour s'acquitter, sur des rentrées qui se font attendre.

En conséquence, votre Commission vous propose, à l'unanimité de ses membres, l'adoption de la proposition de loi de MM. Janson et Mechelynck, avec la modification indiquée ci-dessus.

Le Rapporteur,

LÉON MABILLE.

Le Président,

E. NERINCX.

Proposition de loi.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 1155 du Code civil est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« ART. 1155. — Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, des dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi, sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

» Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

» Ils ne sont dus que du jour de la sommation de payer, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

» Néanmoins, s'il est justifié que la condamnation aux intérêts légaux n'est pas suffisante pour réparer le dommage causé, les juges pourront allouer à titre de dommages et intérêts une somme supérieure. »

Wetsvoorstel.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 1155 van het Burgerlijk Wetboek wordt aldus gewijzigd en aangevuld :

« ART. 1155. — In de verbintenissen, welke zich bepalen tot betaling van eene zekere som, bestaan de schaden en interesten, voortspuitende uit de vertraging in de uitvoering, enkel in de veroordeeling tot de interesten, bij de wet bepaald, behoudens de bijzondere regelen eigen aan koophandel en borgtocht.

» Deze schaden en interesten zijn verschuldigd, zonder dat de schuldeischer behoeft aan te toonen, dat hij eenig verlies heeft geleden.

» Ze zijn slechts verschuldigd van af den dag waarop de aanmaning tot betalen geschiedde, behalve wanneer zij, ingevolge de wet, van rechtswege loopen

» Evenwel, indien het is bewezen dat de veroordeeling tot de wettelijke interesten niet toereikend is om de veroorzaakte schade te vergoeden, kunnen de rechters eene hoogere som als schadeloosstelling toekennen ».

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE UNIQUE.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Ils sont dus à *partir* du jour de la sommation de payer, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

Néanmoins, s'il est justifié que la condamnation aux intérêts légaux *est insuffisante* pour réparer le *préjudice résultant du retard*, les juges pourront, *en cas de dol du débiteur*, allouer des dommages et intérêts *dépassant les intérêts légaux*.

Tekst voorgesteld door de Commissi

EENIG ARTIKEL.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens

Zooals hiernevens.

Ze zijn verschuldigd *te rekenen* van den dag waarop de aanmaning tot betalen geschiedde, behalve wanneer zij, ingevolge de wet, van rechtswege loopen.

Evenwel, indien het is bewezen dat de veroordeeling tot de wettelijke interesten *ontoereikend* is tot vergoeding van *het nadeel, voortspruitende uit de vertraging*, kunnen de rechters, *ingeval van bedrog door den schuldenaar*, eene schadeloosstelling toekennen *hooger dan de wettelijke interesten*.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 FEBRUARI 1912.

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van artikel 1153
van het Burgerlijk Wetboek ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

Het oogmerk van het wetsvoorstel behoort duidelijk te worden omschreven.

Iedere schuldeischer bezit het recht, zijnschuldenaar te dwingen tot werkelijke nakoming van zijne verbintenis; doch :

1° Het kan zich voordoen dat de schuldenaar, na het vervallen van den termijn, bij de overeenkomst voorzien, niet de door hem verschuldigde kwijting doet. Eerst dan wordt dit uitstel beschouwd als tekortkoming aan de verplichting, waardoor de schuldeischer wordt gemachtigd tot het eischen van schadevergoeding, ingeval deze zijnen wil heeft te kennen geven om streng gebruik te maken van zijn recht. Dat is het *in mora* stellen. Dit geschiedt door middel van eene aanmaning of eene daarmede gelijkstaande akte (art. 1139).

Elk uitstel vanwege den *in mora* gestelden schuldeischer is voortaan onverschoonbaar; hij is in gebreke zoo hij niet de verbintenis nakomt en de schuldeischer heeft het recht volkomen vergoeding te eischen van de hem; door de vertraging in de uitvoering der verbintenis, berokkende schade, zelfs al werd zij naderhand nageleefd.

Dit heet schade en interesten *wegens vertraagde betaling* : zij worden bepaald naar luid van de artikelen 1150 en 1151, rekening gehouden met de goede of de kwade trouw van den schuldenaar;

(1) Wetsvoorstel n° 95, zittingsjaar 1909-1910.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Nerinx, voorzitter, de Ghellinck d'Elseghem, Ant. Delporte, Destrée, Gillès de Pelichy, Mabilie en Wauwermans.

2° Anderdeels kan het gebeuren, dat de verbintenis slecht is uitgevoerd of voorgoed onuitgevoerd blijft, hetzij omdat de schuldenaar weigert persoonlijk tussenbeide te komen voor de vervulling van eene verbintenis tot welker werkelijke uitvoering zijne medehulp wordt vereischt, hetzij omdat de schuldenaar deze uitvoering onmogelijk heeft gemaakt, hetzij, eindelijk, omdat de verbintenis slechts doelmatig voor den schuldeischer kon worden vervuld gedurende zekeren tijd, welken de schuldenaar liet voorbijgaan. In die gevallen is de in gebreke zijnde schuldenaar vergoeding schuldig voor de schade, veroorzaakt door slechte uitvoering of door volstrekte niet-uitvoering.

Deze schade en interesten, vervangend de oorspronkelijke verbintenis, zijn eene verevening, den schuldeischer aangeboden, en heeten *vergoedende interesten*, te bepalen overeenkomstig de artikelen 1150 en 1151.

*
* *

Dat zijn de beginselen van het gemeene recht, van toepassing op verbintenissen over 't algemeen, waaraan artikel 1155 zekere afwijkingen toebrengt betreffende de verbintenissen waarin er sprake is van geldsommen.

Het luidt aldus : « In de verbintenissen, welke zich bepalen tot betaling » van eene zekere som, bestaan de schaden en interesten, voortspuitende » uit de vertraging in de uitvoering, enkel in de veroordeeling tot de interesten, bij de wet bepaald, behoudens de bijzondere regelen eigen aan » koophandel en borgtocht.

» Deze schaden en interesten zijn verschuldigd, zonder dat de schuldeischer behoeft aan te toonen, dat hij eenig verlies heeft geleden.

» Ze zijn slechts verschuldigd van af den dag waarop een eisch is ingesteld, behalve wanneer zij, ingevolge de wet, van rechtswege loopen. »

*
* *

In dezen tekst vergen drie zaken de aandacht.

1. — Artikel 1155 betreft enkel de schade en interesten « *voortspuitende uit de vertraging* in het uitvoeren der verbintenis » waar het geldsommen betreft.

Dus heeft het niets te maken met schaden en interesten *voortspuitende uit het niet nakomen* van deze verbintenissen.

Gezaghebbende schrijvers rechtvaardigden deze beperking, achtende dat het artikel naar recht en rede slechts bedoelt de onderstelling van schade en interesten wegens vertraagde betaling, want, waar het deze verbintenissen betreft, kan er geen sprake zijn van vergoedende schade en interesten. Trouwens, zeggen zij, deze schade en interesten bestaan hierin, dat de oorspronkelijke verbintenis wordt eene verbintenis tot betalen van eene geldsom, « en deze vervorming onderstelt, noodzakelijk, dat de te vormen verbintenis zelve niet eene geldsom betreft ; zooniet is de vervorming reeds geschied, of beter, zij is onmogelijk. » (BAUDRY-LACANTINERIE, II, n° 897.) Dus kan er enkel sprake zijn van schade en interesten wegens vertraging.

Deze uitlegging schijnt niet bevredigend. Het is onnauwkeurig te zeggen,

dat schaden en interesten, wegens het niet nakomen van de verbintenis, slechts de geldelijke gelijke waarde is van de oorspronkelijke verbintenis : zij vertegenwoordigen de vergoeding van het nadeel, den schuldenaar door niet-nakoming berokkend, in de weliswaar uitzonderlijke gevallen waarin de oorspronkelijke verbintenis niet goed meer kan worden nagekomen.

Zoo dus artikel 1153 in zake van verbintenissen, medebrengende het betalen van geldsommen, enkel bedoelt de schaden en interesten die verschuldigd kunnen zijn wegens vertraging, is het niet omdat er desaangaande niet sprake kan zijn van schaden en interesten ter oorzaak van niet-nakoming, maar wel omdat de wetgever het vaststellen van deze vergoedende schaden en interesten wilde overlaten aan de toepassing der regelen van het gemeene recht, uitgedrukt in de artikelen 1150 en 1151.

Bijgevolg, wil de schuldeischer zich schadeloos stellen, niet wegens vertraagde betaling van eene geldsom die steeds op nuttige wijze, ofschoon laattijdig, kan worden gekweten, maar wel wegens het niet uitvoeren van eene verbintenis voor eene geldsom waarvan de betaling voortaan voor hem niet langer nuttig zou zijn, omdat zij moest worden betaald met het oog op eene, voortaan onmogelijke, aangeduide verrichting, zoo wordt het hem toegelaten vergoeding te vragen van al de schade die hij zal bewijzen te hebben geleden, zonder dat tegen hem kan worden aangevoerd de beperking vervat in artikel 1153.

II. — Artikel 1153 beslist vervolgens, dat de schade en interesten, wegens vertraging in de uitvoering der verbintenissen voor geldsommen, verschuldigd zijn zonder dat de schuldeischer moet bewijzen *dat hij eenige schade heeft geleden* : de schuldenaar moet altijd worden veroordeeld tot betaling van den wettelijken interest, — doch de vergoeding kan nooit iets anders zijn dan veroordeeling tot het betalen van dezen interest. Dus bepaalt de wet vooraf eene vaste som : de schuldeischer heeft steeds recht op de wettelijke interesten, zelfs al lijdt hij geene schade — doch nooit heeft hij recht op iets anders dan deze interesten, al had hij aanzienlijker schade geleden.

III. — Eindelijk, artikel 1153 wijkt af van artikel 1139, waar het beslist dat, bij verbintenissen tot het betalen van geldsommen, *de aanmaning niet volstaat om de interesten een aanvang te doen nemen* : ze zijn slechts verschuldigd te rekenen van den dag waarop de eisch voor de rechtbank is gebracht.

* * *

Het voorstel van de heeren Janson en Mechelynck bedoelt, evenals artikel 1153, slechts vergoeding van de schade voortspruitende uit de vertraging in het nakomen van de verbintenissen tot betaling van eene geldsom, de schade en interesten wegens *vertraagde betaling*, doch brengt twee wijzigingen in dit artikel.

1^o Voortaan zou de in *mora* stelling, die thans slechts kan voortspruiten uit eenen eisch voor het gerecht, kunnen geschieden bij eenvoudige aanmaning.

2^o Al handhaaft het wetsvoorstel het voorafbedongene, welk beding in elk geval den schuldeischer de wettelijke interesten op de verschuldigde som toekent (4 1/2 of 5 1/2 t. h.), zonder dat hij het bewijs van eenige schade moet leveren, het veroorlooft evenwel de rechters den schuldenaar soms eene hoogere som dan deze interesten toe te staan : de voorafbepaalde som zou een minimum blijven, doch als maximum verdwijnen.

I. — VERVANGING VAN DEN EISCH IN RECHTEN DOOR DE AANMANING.

Uwe Commissie is van oordeel dat deze wijziging dient te worden aangenomen. De afwijking van het gemeene recht, door artikel 1153 in deze gehuldigd, kan niet ernstig worden gewettigd. Er is gezegd, dat de eisch in rechten krachtiger blijk geeft van den wil des schuldeischers om strenge en stipte nakoming van de verbintenis te eischen. Doch blijkt deze wil niet genoeg uit eene aanmaning, 't is te zeggen uit de akte van een ministerieel ambtenaar? En waarom zou men den schuldeischer, wien dit wellicht kan afschrikken, dwingen tot het instellen van een rechtsgeding?

Waarom, overigens, zou men zich strenger toonen voor het nakomen van verbintenissen, waar er sprake is van geldsommen, dan waar het elke andere verbintenis betreft?

De vervaardigers van het Burgerlijk Wetboek hebben, ten anderen, de kracht van het door hen vastgestelde beginsel ontzenuwd, door de talrijke uitzonderingen welke zij er aan toebrachten. In sommige gevallen volstaat *eenvoudige aanmaning*, opdat de interesten wegens vertraagde betaling zouden aanvangen (art. 474, 2^o lid; 1652, 4^o lid, 1); in andere gevallen, loopen deze interesten van rechtswege, zelfs zonder dat eene aanmaning wordt vereischt (art. 455, 456, 474, 2^o lid; 856, 1440, 1548, 1473, 1570, 1652, 3^o lid; 1846, 1896, 2001).

II. — TOEKENNING VAN SCHADEN EN INTERESTEN HOOGER DAN DE WETTELIJKE INTERESTEN.

Om welke reden is in het Burgerlijk Wetboek opgenomen het streng vooraf bedongene waarvan artikel 1153 spreekt?

In de Memorie van Toelichting van het Burgerlijk Wetboek is eenvoudig bepaald, dat, wanneer de verbintenis het betalen van eene geldsom betreft, « er steeds wordt ondersteld dat het verlies, door den schuldeischer » geleden, en de winst, die hij derft, worden opgewogen door de interesten, » zooals de rechtbanken ze overeenkomstig de wet toekennen. » Dit was eigenlijk eene herhaling van het vroeger stelsel, door Pothier in zijne heldere taal aldus gerechtvaardigd : « Daar de schaden en interesten, die kunnen » voortspruiten uit laattijdige vervulling van dit soort van verbintenis in » 't oneindige verschillen, en het zoo moeilijk is ze te voorzien als te recht- » vaardigen, was het noodig die te regelen, als 't ware bij een soort van vast

» accoord, door een vast iets. Dit deed men, door ze te bepalen tot de inte-
 » resten van de verschuldigde som, tegen den interest van de ordonnantie.
 » Deze interesten beginnen ten laste van den schuldeischer, te rekenen van
 » den dag waarop hij in *mora* werd gesteld tot den dag der betaling, omdat
 » zij de gewone prijs zijn van de billijke winst die de schuldeischer kon
 » halen uit de hem verschuldigde som, ware deze hem betaald geweest. »

Trouwens, het ware vaak onmogelijk geweest de door de vertraging veroorzaakte schade te schatten, vermits het niet zeker is dat de som onmiddellijk ware gebruikt, en daar, anderdeels, geldsommen min of meer op winstgevende wijze kunnen worden gebruikt door hen die ze bezitten. Dus heeft de wet vermoed, dat de schuldeischer, hadde hij de verschuldigde som getrokken, zou hebben gehandeld als een goed huisvader en ze uitgezet tegen den wettelijken interest. Derhalve kent artikel 1153 hem dezen interest maar toe als vergoeding van het nadeel, hem door deze vertraging veroorzaakt, doch het staat hem dien steeds toe. Daarin ligt niets volstrekt willekeurigs. « Behoefde de schuldeischer werkelijk en dadelijk te kunnen » beschikken over die som, hij kon ze zich aanschaffen door ze te ontleenen » van een derde, tegen den wettelijken interest; bijgevolg staat de schade, » die voor hem voortspruit uit wanbetaling, juist gelijk met dien inte- » rest. » (PLANOL, II, n° 268.)

De leden van wie het wetsontwerp uitgaat, achten dat die redenen thans niet meer al hare waarde hebben behouden en dat het soort van vermoeden, waarop het bij artikel 1153 vooraf bepaalde berust, niet meer beantwoordt aan de werkelijkheid: « De drukke gang der zaken, zeggen zij, de snelle omloop » der kapitalen, de ernstige gevolgen voor een schuldeischer, indien hij op » den bepaalden dag de kapitalen mist die hem verschuldigd zijn, brengen » dikwijls de geleden schade boven den wettelijken interest. »

Laten wij het vraagstuk duidelijk uiteenzetten.

a) Merken wij vooreerst aan — zooals hierboven is uitgewezen — dat artikel 1153 er zich niet tegen verzet, dat de schuldeischer, zelfs wanneer het eene geldsom betreft, vergoedende interesten kan eischen. Dus bevredigt deze mogelijkheid hem, telkens wanneer hij klaagt over de — wellicht aanzienlijke — schade hem berokkend door *stechte uitvoering of stellige niet-uitvoering* van eene verbintenis die niet meer doelmatig kan worden nageleefd.

b) Vervolgens valt aan te merken, dat de schuldenaar zich, naar aanleiding van verbintenis tot betaling van eene som, kan schuldig maken aan een bepaald niet opzettelijk vergrijp, volkomen vreemd *aan de uitvoering van de verbintenis*, wat de *Aquiliana culpa* is, bedoeld in artikel 1382. Uit dien hoofde kan de benadeelde persoon onbetwistbaar, zonder eenige aanmaning om vergoeding vragen, onverminderd de schaden en interesten die hij kan eischen wegens niet-naleving van de overeenkomst door den schuldenaar, deze den schuldeischer, die hem aanmaande, niet betalende.

Dit zou het geval zijn met een wettelijken erfgenaam die een testament van zijn ouder heeft verborgen en, zodoende, gedurende zekeren tijd verhindert dat de legataris de hem vermaakte som opeischt. Met reden is gevon-
 nist, dat de legataris aanspraak kon maken op iets anders dan de wettelijke interesten (Hof van beroep Brussel, 11 Mei 1859).

In dit geval ook, vindt dus de schuldeischer, thans, in de toepassing der beginselen van het gemeene recht, het middel om volkomen vergoeding te erlangen voor het door hem geleden nadeel.

c) Doch de rechtspraak ging verder. Er zijn gevallen, bijzonder gunstig voor den schuldeischer, waarin de rechtbanken, onder den indruk dat de vergoeding, volgens de voorafbepaling bedoeld in artikel 1153, in gegeven omstandigheden blijkbaar ontoereikend was om den schuldeischer schade-loos te stellen voor de laattijdige vervulling van de verbintenis, en om hem eene ruimere schadevergoeding toe te staan, die zij billijk achtten, bijzondere schaden en interesten toekenden.

In deze verschillende toestanden gold het wel degelijk de schade voort-spruitende uit eene lang verdaagde betaling; doch, daar men, zooals de zaak zich voordeed, blijkbaar ongegronde betwistingen aantrof, door den schuldenaar opgeworpen, kwellende handelingen, kibbelarij door hem verwekt om de betaling te verschuiven, dacht men hier eene afzonderlijke schade te vinden, voortkomende uit eene andere oorzaak dan de vertraging, in verband met laakbare daden uitgaande van den schuldenaar, hebbende het kenmerkende van een niet opzettelijk vergrijp. Steunende op artikel 1382, kenden die rechtbanken den schuldeischer, behalve de interesten wegens vertraagde betaling, nog eene aanvullingsvergoeding toe, uit hoofde van de niet te billijken handelwijze van den schuldenaar.

Beschouwt men de zaken zooals het behoort, zonder bezorgdheid om een te bereiken billijk doel, dan kan men zich afvragen of dat stelsel van de rechtspraak juridisch is; of het niet veeleer den aard heeft van eene uitvlucht die veroorlooft het strenge van artikel 1153 te temperen.

Dus worden aan de toepassing van dit artikel onttrokken de gevallen waarin de bedrieglijke handelingen van den schuldenaar een voorwaardelijk verzuim uitmaken; dan ziet men in die feiten een niet opzettelijk vergrijp, onafhankelijk van de overeenkomst; « en aldus, wordt er gezegd, staat men » tegenover twee oorzaken tot schade en interesten, de eene voorsprui- » tende uit de vertraging alleen, de andere uit den berekenden onverschoon- » baren tegenstand van den schuldenaar » (Verslag van den heer Labiche, in den Franschen Senaat, 1899, blz. 389), de eerste voorzien bij artikel 1153, de tweede bij artikel 1382.

Doch is dat onderscheid gegrond in rechten?

Al zijn de handelingen, waarop men zich beroept, van bedrieglijken aard, staan zij evenwel niet in verband met eene verbintenis, waarvan zij de uitvoering hebben vertraagd? Vertraging alleen, na eene in *mora* stelling, is een verzuim, dat nog erger wordt door den berekenden tegenstand van den schuldenaar; doch het is geene oorzaak tot verschillende schade, met het karakter van een niet opzettelijk vergrijp : contractueel verzuim mag niet worden verward met tekortkoming voortspruitende uit wanbedrijf, dat is de *Aquiliana culpa*.

Het niet-opzettelijk vergrijp onderstelt personen die aan elkaar vreemd zijn, door geene overeenkomst verbonden; en artikel 1382 beslist dat de geringste krenking van het recht van dezen, door de minste schuld van

den andere, aanleiding geeft tot vergoeding ten voordeele van eerstgenoemde : 't is de *Aquiliana culpa*.

Dus kunnen niet worden beschouwd als wanbedrijf of half wanbedrijf, de zelfs bedrieglijke feiten, door een contractant gepleegd ten opzichte van den andere. in de uitvoering van zijne verbintenis : 't is altijd het contractueel verzuim. Loochent men het, dan verliest men uit het oog, dat de artikelen 1150 en 1151 zelf voorzien, dat de schuldenaar, kunnende veroordeeld worden tot schade en interesten, te goeder of te kwader trouw kan handelen, en beslissen dat de wijze om het bedrag van de vergoeding vast te stellen, verschilt naar gelang dat de schuldenaar te goeder trouw handelde of dat er van zijnentwege bedrog bestond. Het niet-nakomen van de overeenkomst, voortspruitend uit bedrog vanwege den schuldenaar, is dus niettemin eene tekortkoming aan de overeenkomst.

*
* *

Doch levert deze bezorgdheid van de rechters, om onrechtstreeks den schuldeischer die het slachtoffer is van bedrieglijke vertraging vanwege den schuldenaar, eene meer volkomen schadeloosstelling te verzekeren dan die welke artikel 1153 hem verleent door de wettelijke interesten, niet het bewijs dat er in artikel 1153 een verborgen onrecht kan gelegen zijn, en dat de vervaardigers van het Wetboek ongelijk hadden zich in alle gevallen te houden aan een onbuigzaam voorafbepaald vast bedrag?

En dan schijnt gebillijkt eene wijziging van artikel 1153, die bij vertraging in het nakomen van de verbintenis, den rechter zou veroorloven acht te geven op den berekenden tegenstand, getuigend van kwade trouw bij den schuldenaar. De wet dringt het hem op door de artikelen 1150 en 1151, waar het andere verbintenissen geldt dan voor geldsommen; waarom het hem dan verbieden bij verbintenissen waar er sprake is van geldsommen? De beweerde moeilijkheid vanwege den schuldeischer om het bewijs te leveren, mag hem niet verbieden het te beproeven.

Het vraagstuk aldus ingezien, is het nwe Commissie voorgekomen, dat het voorstel van de heeren Janson en Mechelyneck doelmatig kan worden aangenomen met een tekst die artikel 1153 volgenderwijs aanvult : « Evenwel, indien het is bewezen dat de veroordeeling tot de wettelijke interesten *ontoereikend* is tot vergoeding van *het nadeel, voortspruitende uit de vertraging*, kunnen de rechters, *ingeval van bedrog door den schuldenaar*, eene schadeloosstelling toekennen *hooger dan de wettelijke interesten*. »

Deze bewoordingen zouden den nieuwen tekst in overeenstemming brengen met artikel 1151 en eene wenschelijke voldoening geven aan schuldeischers voor soms aanzienlijke sommen, die rekenden op stipte nakoming van de jegens hen aangegane verbintenissen, en die, door de schuld van een met slechte bedoelingen bezielde schuldenaar, eene schade lijden die is « een rechtstreeksch en onmiddellijk gevolg van het niet-nakomen van de verbintenis » (art. 1151). Door welke gunst voor dezen bedrogplegenden schuldenaar — zooals ditzelfde artikel zegt, — zou men den schuldeischer

beletten het bewijs in te brengen van de schade, welke hij werkelijk heeft geleden, en daarvoor vergoeding te vragen?

De Fransche wet van 7 April 1900 beoogde denzelfden uitslag, in andere bewoordingen.

* * *

Doch behoort men verder te gaan en aan te nemen dat de rechters altijd, als schadeloosstelling, eene hoogere som kunnen toekennen dan de wettelijke interessen, welke ook de oorzaak van de vertraging is, indien er door den schuldenaar geen bedrog werd gepleegd, zoodra « het is bewezen dat de veroordeeling tot de wettelijke interessen niet toereikend is », zooals het wetsvoorstel zich uitdrukt?

Het scheen uwe Commissie, dat men, zodoende, zich uiterst streng zou toonen jegens een schuldenaar, wien men voorzeker als verzuim kan aanrekenen dat hij niet nauwkeurig zijne verbintenissen vervulde, na daartoe te zijn aangemaand, doch wien men nochtans niets anders ten laste kan leggen dan zijne nalatigheid. Zou men hem deze niet te streng doen boeten, indien men hem verplichtte de toevallige schade te vergoeden, welke de vertraagde betaling den schuldenaar heeft berokkend, eene schade die, streng genomen, voortspruit uit niet-betaling op den voorgeschreven datum, doch zonder dat de schuldenaar zich rekenschap kon geven van het uitzonderlijk gebruik dat de schuldeischer kon maken van zijn geld? Dergelijk stelsel zou, voor den schuldenaar, eene onverwachte ramp kunnen teweegbrengen, vooral voor den weinig gegoeden schuldenaar, die zelf, om zijne schulden te kwijten, vaak rekt op sommen die niet intijds binnen komen.

Derhalve stelt uwe Commissie eenparig voor, het wetsvoorstel van de heeren Janson en Mechelynck aan te nemen, met de hierboven opgegeven wijziging.

De Verslaggever,

LÉON MABILLE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

Tekst van het Wetsvoorstel

. en

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Proposition de loi.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 1153 du Code civil est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« ART. 1153. — Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, des dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi, sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

» Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte

» Ils ne sont dus que du jour de la sommation de payer, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

» Néanmoins, s'il est justifié que la condamnation aux intérêts légaux n'est pas suffisante pour réparer le dommage causé, les juges pourront allouer à titre de dommages et intérêts une somme supérieure. »

Wetsvoorstel.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek wordt aldus gewijzigd en aangevuld :

« ART. 1153. — In de verbintenissen, welke zich bepalen tot betaling van eene zekere som, bestaan de schaden en interesten, voortvloeiende uit de vertraging in de uitvoering, enkel in de veroordeeling tot de interesten, bij de wet bepaald, behoudens de bijzondere regelen eigen aan koophandel en borgtocht.

» Deze schaden en interesten zijn verschuldigd, zonder dat de schuldeischer behoeft aan te toonen, dat hij eenig verlies heeft geleden.

» Ze zijn slechts verschuldigd van af den dag waarop de aanmaning tot betalen geschiedde, behalve wanneer zij, ingevolge de wet, van rechtswege loopen.

» Evenwel, indien het is bewezen dat de veroordeeling tot de wettelijke interesten niet toereikend is om de veroorzaakte schade te vergoeden, kunnen de rechters eene hoogere som als schadeloosstelling toekennen ».

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ARTICLE UNIQUE.

EENIG ARTIKEL.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Comme ci-contre

Zooals hiernevens

Comme ci-contre

Zooals hiernevens.

Ils sont dus à partir du jour de la sommation de payer, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

Ze zijn verschuldigd *te rekenen* van den dag waarop de aanmaning tot betalen geschiedde, behalve wanneer zij, ingevolge de wet, van rechtswege loopen.

Néanmoins, s'il est justifié que la condamnation aux intérêts légaux *est insuffisante* pour réparer le *préjudice résultant du retard*, les juges pourront, en cas de dol du débiteur, allouer des dommages et intérêts dépassant les intérêts légaux.

Evenwel, indien het is bewezen dat de veroordeeling tot de wettelijke interesten *ontoereikend* is tot vergoeding van *het nadeel, voortspuitende uit de vertraging*, kunnen de rechters, *ingeval van bedrog door den schuldenaar*, eene schadeloosstelling toekennen *hooger dan de wettelijke interesten*.